



Document N°3: Extraits de la Revue d'articles en ligne du 21 janvier 2025 et du 27 août 2024

Publié le 14 mars 2025 par Foussénoou Sissoko



© Louis Hansel (Unsplash)

NDLR : Ces textes cités ici ont pour but de montrer l'impact sur la santé mondiale et l'écho perçu des récentes décisions de Trump.





1) Donald Trump signe le retrait des États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé

Le président américain Donald Trump a signé lundi un décret visant à retirer les États-Unis de l'OMS, un organisme qu'il avait par le passé vivement critiqué pour sa gestion de la pandémie de COVID-19.

Des signatures à tour de bras. À peine intronisé, le président américain Donald Trump a paraphé lundi 20 janvier un décret visant à retirer les États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un organisme qu'il avait par le passé vivement critiqué pour sa gestion de la pandémie de COVID-19. *"L'OMS nous a escroqués", a accusé le républicain en signant ce décret, quelques heures seulement après avoir été investi, justifiant ce retrait par l'écart des contributions financières américaines et chinoises. "Nous avons versé 500 millions de dollars à l'Organisation mondiale de la santé lorsque j'étais ici et j'y ai mis fin. Ils voulaient tellement que nous revenions. Nous verrons ce qui se passera", a déclaré M. Trump. "C'est assez triste, cependant, pensez-y. La Chine paie 39 millions et nous 500 millions, et la Chine est un pays plus grand".*

Dans ce texte, il exhorte les agences fédérales à *"suspendre le transfert futur de tout fonds, soutien ou ressource du gouvernement des États-Unis à l'OMS"* et les enjoint d' *"identifier des partenaires américains et internationaux crédibles"* capables d' *"assumer les activités précédemment entreprises par l'OMS"*. Dans un long message publié sur X, Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'agence, a dit "regretter" le retrait américain. *"Avec la participation des États-Unis et d'autres États membres, l'OMS a mis en œuvre au cours des sept dernières années la plus grande série de réformes de son histoire"*, ajoute-t-il. *"Les États-Unis ont été l'un des membres fondateurs de l'OMS en 1948 et ont participé depuis à l'élaboration et à la direction des travaux de l'organisation"*, rappelle-t-il encore.

Les États-Unis sont le principal donateur et partenaire de cette organisation onusienne basée à Genève. Selon l'OMS, ils contribuent à son financement via une cotisation indexée sur leur PIB, mais aussi par le biais de contributions volontaires. Au cours de la dernière décennie, les États-Unis ont versé à l'OMS entre 160 et 815 millions de dollars par an. Le budget annuel de l'OMS est de l'ordre de 2 à 3 milliards de dollars. La perte du financement américain pourrait paralyser de nombreuses initiatives mondiales en matière de santé, notamment l'effort d'éradication de la polio, les programmes de santé maternelle et infantile et la recherche visant à identifier de nouvelles menaces virales.



De nombreux scientifiques craignent que cette décision ne réduise considérablement les progrès réalisés depuis des décennies dans la lutte contre les maladies infectieuses comme le sida, le paludisme et la tuberculose.

Au cours de son premier mandat, Donald Trump avait déjà essayé de sortir le pays de cette organisation qu'il accusait d'être "*contrôlée par la Chine*." Son successeur Joe Biden avait toutefois annulé ce retrait avant qu'il ne rentre en vigueur, l'ONU prévoyant un délai d'un an entre l'annonce et la sortie effective. "*La décision de quitter (l'OMS) affaiblit l'influence de l'Amérique, augmente le risque d'une pandémie mortelle et nous rend tous plus vulnérables*", a fustigé sur X, Tom Frieden, ancien haut responsable sanitaire sous l'administration de Barack Obama.

En se retirant de l'organisation, les États-Unis vont perdre un accès privilégié à des données de surveillance épidémique importantes, ont mis en garde plusieurs experts, ce qui pourrait nuire aux capacités de surveillance et de prévention des menaces sanitaires venues de l'étranger. Ce retrait inquiète d'autant plus qu'il survient au moment où la forte circulation du virus de la grippe aviaire aux États-Unis accentue les craintes d'une prochaine pandémie. Le pays a recensé début janvier un premier décès humain lié au virus H5N1.

2) L'Organisation mondiale de la santé déstabilisée par le retrait américain

La décision prise par Donald Trump affectera d'autant plus l'OMS que les États-Unis sont le principal financeur de l'organisation onusienne. Une situation qui risque de compliquer de nombreuses politiques de santé dont la lutte contre les prochaines pandémies.

Quelques heures seulement après son investiture, lundi 20 janvier, le président américain, Donald Trump, a signé un décret visant à retirer les États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Une décision attendue qui devrait rebattre les cartes de la santé mondiale et, selon les experts, considérablement compliquer la lutte contre les prochaines pandémies.

Dans ce texte, Donald Trump cite plusieurs raisons pour justifier ce retrait, notamment « *la mauvaise gestion de la pandémie de Covid-19* » par l'OMS et « *l'incapacité à adopter les réformes urgentes nécessaires* ». Il a déclaré que l'agence exigeait des États-Unis des



« paiements injustement onéreux » et s'est plaint que la Chine payait moins.

La grande question est désormais de savoir si M. Trump peut réellement décider seul de quitter l'organisation onusienne. Les États-Unis ont rejoint l'OMS en 1948 sur la base d'une résolution conjointe du Congrès qui donne au pays la possibilité, fait unique parmi les États membres de l'organisation, de se retirer de l'OMS. Car rien, dans la Constitution de cette dernière, ne précise le cadre d'un éventuel départ d'un pays.

3) Si les États-Unis se retirent de l'OMS, d'autres États membres prendront-ils le relais ?

Health Policy Watch « Certains craignent que les États-Unis se retirent de l'OMS après l'arrivée de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Quelles en seraient les conséquences ? Et quels pays protégeront la santé globale mondiale si un acteur aussi important disparaît ? Trump, un « anti-mondialiste » déclaré, pourrait également se retirer d'autres accords et institutions multilatéraux afin de favoriser la domination américaine et les intérêts nationaux. L'idéologie de Trump et son désir de suprématie américaine pourraient également le pousser à créer un nouveau forum mondial de la santé ».

4) Le retrait de Trump secoue l'OMS

Trump a décidé de retirer les États-Unis de l'OMS. Cette décision impacte le financement de l'organisation et le combat pour la santé à l'échelle mondiale. Donald Trump n'aime pas l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et a promis une nouvelle fois de quitter l'institution, qu'il accuse d'« escroquer » les États-Unis. C'est un choc financier pour l'OMS, et ce retrait complique le combat pour la santé à l'échelle mondiale. Lors de son premier mandat, le président avait accusé l'OMS d'être à la botte de la Chine; cette fois-ci, il juge que Pékin ne paye pas son dû comparé aux États-Unis, premier contributeur aux finances de l'organisation onusienne. De plus, il a nommé au Ministère de la santé Robert F. Kennedy Jr., un antivax et critique acerbe de l'OMS.

Celle-ci « regrette [cette] décision » et espère encore un dialogue constructif avec l'administration Trump. Le retrait de l'OMS prendra effet un an après le dépôt officiel de la notification auprès du secrétaire général de l'ONU. Les États-Unis « jouent un rôle crucial dans la mission de l'OMS de protéger et améliorer la santé des Américains et des



gens à travers le monde entier », rappelle-t-elle. L'organisation, basée à Genève et forte de 193 autres membres, souligne le rôle joué par Washington dans la lutte contre la polio et Ébola par le passé, et plus récemment contre les épidémies de mpox en RDC et du virus de Marburg au Rwanda. « La collaboration États-Unis-OMS joue également un rôle central dans la lutte contre le VIH dans le monde », relève l'organisation.

Le décret, signé lundi par Donald Trump, stipule que Washington suspendra rapidement tout transfert de fonds à l'OMS et rappellera tout personnel ou sous-traitant du gouvernement américain travaillant avec elle. Une fois le retrait américain acté, l'OMS se verra privée d'une partie importante de son financement, qui provient des États membres, d'organisations non gouvernementales et d'autres dons. Outre les contributions obligatoires calculées sur la base de la richesse de chaque pays, l'organisation dépend aussi de plus en plus des « contributions volontaires » – des sommes assignées à une action précise – pour faire face aux besoins toujours croissants. La pandémie de Covid-19 ayant mis en évidence la nécessité d'un financement plus souple pour mieux répondre aux imprévus, les États membres ont accepté d'augmenter leurs cotisations pour couvrir 50% du budget de l'organisation d'ici à 2030.

Le budget de l'OMS court sur deux ans et s'élevait à 7,89 milliards de dollars en 2022-2023. Les États-Unis ont versé près de 1,3 milliard, soit un peu plus de 16% du total. Vient ensuite l'Allemagne (856 millions de dollars), suivie de la Fondation Bill & Melinda Gates (830 millions de dollars), de Gavi, l'Alliance du vaccin (481 millions de dollars) et de la Commission européenne (468 millions de dollars). Par comparaison, la Chine verse 157 millions de dollars, soit un peu moins que la contribution française.

Pour Donald Trump – qui applique cette même logique à l'OTAN –, les États-Unis paient trop. Même si l'annonce du nouveau président américain n'est pas une surprise, l'OMS a dit mardi qu'il était « trop tôt pour dire quelles sont les conséquences » précises pour ses finances et ses actions. Pour Suerie Moon, codirectrice du Centre de santé mondiale à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, « il serait logique (*ndlr: pour la nouvelle administration*) de voir ce qu'elle peut obtenir et ensuite utiliser le retrait comme levier », a-t-elle expliqué à l'AFP, avant l'annonce.

En 2020, il n'y avait rien eu de tel, juste l'amorce du retrait. Pour M^{me} Moon, une organisation peut survivre avec une coupe de 15% de son budget, mais en revoyant ses



priorités. Pour elle, les Européens ne combleront pas le vide, mais alors qui pour payer ? Autres inconnues, les longues et difficiles négociations pour doter le monde d'un accord qui doit permettre de mieux agir face à de nouvelles pandémies. Les négociateurs ont échoué à le boucler avant le retour de Donald Trump. Or, son décret stipule que Washington cessera de négocier pendant la phase de retrait et que l'accord n'aura « aucune force contraignante » pour les États-Unis. Si Washington n'a jamais joué de rôle moteur dans ces négociations, son retrait pourrait néanmoins offrir à d'autres pays « une porte de sortie facile », selon M^{me} Moon. Avec pour conséquence que « tout le château de cartes pourrait s'écrouler », estime Richard Gowan, de l'International Crisis Group, dans un entretien à l'AFP.

5) Les États-Unis se retirent de l'Organisation mondiale de la Santé

Les États-Unis ont annoncé leur départ de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), citant une mauvaise gestion des crises sanitaires. Donald Trump, revenu à la Maison-Blanche pour un second mandat, a officialisé cette décision par décret.

Donald Trump a accusé l'OMS de mauvaise gestion de la pandémie de COVID-19 et d'autres crises sanitaires internationales. Il a critiqué l'organisation pour son incapacité à se libérer de l'influence politique de certains États membres. « L'OMS nous a arnaqués, cela ne se reproduira plus », a-t-il déclaré depuis le Bureau ovale. Le président a également évoqué les contributions financières « injustement élevées » des États-Unis par rapport à d'autres pays, notamment la Chine. Selon lui, les États-Unis, qui financent 18 % du budget total de l'OMS, supportent une charge disproportionnée. Ce retrait sera effectif dans un délai de 12 mois, conformément à la réglementation américaine. Durant cette période, Washington cessera progressivement de financer les activités de l'OMS. Le budget total de l'organisation pour la période 2024-2025 est évalué à 6,8 milliards de dollars. Des experts craignent que ce départ affecte les programmes de lutte contre des maladies comme la tuberculose. La décision inclut aussi l'arrêt de la participation des États-Unis aux négociations sur un traité international relatif aux pandémies. Cette démarche s'inscrit dans la continuité des critiques de Donald Trump envers l'OMS, accusée d'appuyer la Chine dans une supposée dissimulation des origines du COVID-19. L'OMS avait alors réfuté ces accusations, mais aucun commentaire n'a été obtenu de leur part suite à l'annonce récente. Les États-Unis avaient déjà envisagé un retrait en 2020, mais ce projet avait été suspendu après l'élection de Joe Biden. Aujourd'hui, ce retrait pourrait avoir des conséquences majeures sur la santé publique mondiale.



Le retrait des États-Unis de l’OMS risque d’entraîner une diminution significative des ressources de l’organisation. Avec la perte de son principal contributeur, l’OMS devra ajuster ses programmes et chercher d’autres sources de financement. Cette décision pourrait aussi avoir des implications politiques, en affaiblissant la coopération internationale dans la gestion des crises sanitaires. Les experts soulignent que l’engagement des États-Unis dans les initiatives globales de santé est crucial pour l’efficacité des réponses aux pandémies. En l’absence de soutien financier américain, certains programmes de lutte contre les maladies infectieuses pourraient être compromis. La communauté internationale devra réévaluer ses stratégies pour pallier les conséquences de ce retrait.

6) Quatorze pays africains et des partenaires clés s’unissent pour annoncer des contributions essentielles en faveur de la santé dans le cadre du tout premier cycle d’investissement de l’OMS

Dans un élan d’unité sans précédent en soutien à l’Organisation mondiale de la Santé, 14 pays africains et de nombreux partenaires se sont engagés à verser plus de 45 millions de dollars des États-Unis dans le cadre du cycle d’investissement de l’OMS, une initiative lancée il y a trois mois afin d’assurer le financement durable de l’Organisation, qui se situe au cœur même de l’architecture de la santé mondiale. Ils ont pris cet engagement lors de la réunion du Comité régional de l’OMS pour l’Afrique, où les chefs et cheffes d’État et de gouvernement de l’ensemble du continent ont souligné à quel point il importait d’investir en faveur de la santé mondiale et de garantir la robustesse de l’OMS. « Je remercie les États Membres de la Région africaine de soutenir activement le premier cycle d’investissement de l’OMS afin de mobiliser les fonds souples et prévisibles nécessaires aux travaux essentiels que nous mènerons au cours des quatre prochaines années », a déclaré le D^r Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l’OMS. « Un financement intégral et durable permettra à l’OMS de mieux soutenir les pays dans leurs efforts visant à renforcer la santé, la résilience et la prospérité des populations. »

Pays et partenaires se sont réunis lors d’un événement historique, avec pour objectif d’assurer le financement durable de l’OMS et de lui permettre ainsi de remplir plus efficacement son mandat et de progresser vers la réalisation de ses objectifs clés : promouvoir, garantir et protéger la santé et le bien-être de toutes et tous. Les pays concernés sont l’Afrique du Sud, le Botswana, Cabo Verde, le Congo, l’Éthiopie, la Gambie, Maurice, la Namibie, le Niger, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, le



Sénégal et les Seychelles. De nombreux partenaires se sont joints aux États Membres et se sont engagés à soutenir l'OMS et à verser des contributions en 2024, notamment Helmsley Charitable Trust, la Fondation mondiale du diabète, Roche, le Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes, la Fondation Bill & Melinda Gates, la Banque africaine de développement et la Fondation pour l'OMS. « Il est primordial que l'OMS soit financée de manière robuste, prévisible et durable pour que notre Région et le monde entier puissent faire face aux multiples menaces qui pèsent sur la santé et prévenir les maladies sur la base des nombreuses données factuelles à disposition », a déclaré la D^{re} Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique. « Chaque annonce de contribution et chaque partenariat comptent. Ensemble, nous pouvons créer un monde où la santé et le bien-être sont accessibles à toutes et tous. » Le cycle d'investissement de l'OMS se poursuivra dans les mois à venir, et des événements d'appel de fonds seront organisés partout dans le monde.

Lancé lors de l'Assemblée mondiale de la Santé en mai 2024, le cycle d'investissement vise à générer des contributions souples, et donc conformes à la stratégie de l'OMS approuvée par les États Membres, qui seront versées de manière prévisible au début du cycle budgétaire de quatre ans pour permettre la prise de décisions stratégiques et qui seront pérennes dans la mesure où elles proviendront d'un ensemble plus large et plus diversifié. Dans une démonstration d'unité en faveur de la santé, 14 pays africains et de nombreux partenaires se sont engagés à verser plus de 45 millions de dollars au tout premier cycle d'investissement de l'Agence sanitaire mondiale de l'ONU (OMS), une initiative lancée il y a trois mois et visant à générer un financement ...

Liste des sites consultés :

- afrique-sur7.fr
- [Medicus Mundi Suisse](http://MedicusMundiSuisse.org)
- <https://fr.euronews.com>
- [Tribune de Genève](http://TribuneDeGeneve.ch)

